

ALGÉRIE-MAROC

Vers une agriculture sans frontières

Pour les deux ministres algérien et marocain de l'Agriculture, il y a une volonté politique solide, de part et d'autre, de relever le défi de la sécurité alimentaire, et la signature de trois conventions entre les opérateurs des deux pays n'est que «le début d'un processus qui ira en s'élargissant».

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Le Forum agricole algéro-marocain, qui a eu lieu hier 22 novembre 2011 au Palais des expositions des Pins-Maritimes, a abouti à la signature de trois conventions entre les opérateurs des deux pays, en présence du ministre algérien de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, et du ministre marocain de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Aziz Akhanouch.

Il s'agit d'une convention entre le Conseil interprofessionnel algérien des filières agricoles et la Confédération marocaine de l'agriculture et du développement rural, d'une deuxième convention pour la participation au Salon international de l'agriculture des deux pays (SIA) et enfin d'une troisième signée entre les deux fédérations de l'apiculture algérienne et marocaine. Il est à signaler que ce Forum s'inscrit dans le cadre de la septième édition du Salon Agroexpo 2011, qui se déroule du 21 au 24 novembre, au pavillon A, au Palais des expositions des Pins-Maritimes, à Alger.

Etant donné que le Maroc est l'invité d'honneur de cette édition, pas moins de 150 opérateurs issus de ce pays ont pris part au Salon. Interrogé en marge de la rencontre, le ministre algérien de l'Agriculture, Rachid Benaïssa, dira à ce propos : «Nous avons beaucoup d'objectifs communs à atteindre dans le secteur de l'agriculture comme il existe une volonté politique solide chez les deux pays de relever le défi de la sécurité alimentaire. C'est ainsi le début d'un processus qui ira en s'élargissant, un processus qu'on veut voir évoluer et se construire étape par étape et d'une manière solide et durable.» De son côté, le ministre

marocain de l'Agriculture et de la Pêche maritime, Aziz Akhanouch, soulignera : «D'habitude nous avons de grandes difficultés à regrouper autant

d'opérateurs privés marocains pour la participation aux salons internationaux, mais cette fois-ci et puisque il s'agit de l'Algérie, tout le monde a répondu favorablement à l'invitation. Cela démontre on ne peut plus clair la fraternité qui existe entre les deux peuples. Je pense que nous avons le même challenge à relever et la même mission qui consiste à assurer la sécurité alimentaire de 69 millions de citoyens. Il existe

une complémentarité dans les produits agricoles des deux pays et les accords signés aujourd'hui entre nos opérateurs seront appelés à être appuyés et valorisés davantage.»

Pour rappel, durant la visite de Rachid Benaïssa, au Maroc, en avril dernier, un mémorandum d'entente sur l'agriculture, l'agroalimentaire et le développement rural a été signé.

Puis en juin dernier, la visite du

ministre marocain de l'Agriculture et de la Pêche maritime, en Algérie, a abouti à la signature de deux conventions sur la protection phytosanitaire et la recherche scientifique. Ces accords s'inscrivaient plus dans une logique préparatoire, voire une assise politique, pour le déclenchement du processus qui vient d'être lancé avec la signature des trois conventions en question.

M. M.

GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Les syndicats mobilisent le personnel pour le 7 décembre

Les syndicats du secteur de l'éducation nationale tentent de mobiliser le personnel de l'éducation pour aller voter le 7 décembre, date à laquelle ils vont devoir trancher, par un vote, le mode de gestion du fonds des œuvres sociales. Les syndicats, favorables à l'installation des commissions de wilaya et d'une commission nationale, espèrent une large adhésion des travailleurs. Ce qui signifierait qu'ils sont d'accord avec ce mode de gestion.

Salima Akkouché – Alger (Le Soir) – Les syndicats du secteur de l'éducation nationale n'ont pas réussi à trancher quant au mode de gestion du fonds des œuvres sociales. Au moment où une tendance propose le principe d'une gestion nationale à travers l'installation des commissions de wilaya et une commission nationale, une partie plaide pour une gestion locale avec des commissions au niveau de chaque établissement scolaire.

Pour trancher, des élections seront organisées le 7 décembre prochain au niveau national pour dégager une commission nationale et des commissions de wilaya. Ce mode de gestion ne sera, cependant, accepté, souligne Nouar Larbi président du Cnapest, (Conseil national autonome des professeurs

de l'enseignement secondaire et technique, que s'il recueille un taux de participation de plus de 50% du personnel. Autrement, les prérogatives de gestion seront confiées aux établissements scolaires. Le Cnapest qui défend une méthode de gestion nationale, appelle les travailleurs du secteur à participer mas-

sivement au rendez-vous du 7 décembre.

«Nous sommes en rendez-vous avec l'histoire, alors faites le bon choix. Ceux qui plaident pour une gestion décentralisée agissent par égoïsme», relève le syndicat. Par ailleurs, le syndicat rappelle à la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), affiliée à l'UGTA, qui préfère confier la gestion des œuvres sociales à des commissions élues dans chaque établissement scolaire, qu'elle a géré le dossier des œuvres sociales pendant 17 ans sur la base du principe d'une commission nationale et de wilaya. «Pourquoi n'a-t-elle pas opté pour cette méthode depuis 1994 ?», s'in-

terroge le Cnapest. Le syndicat a sa propre idée. Il estime que la FNTE appréhende, une fois que la gestion sera confiée aux commissions nationale et de wilaya, «d'être dans l'obligation de rendre des comptes sur les sommes colossales qu'elle a dépensées inutilement». «Des milliards de dinars des œuvres sociales ont été placés dans la construction de biens immobiliers, l'achat de voitures et autres pour les cadres syndicaux. Si la gestion est décentralisée, la FNTE ne rendrait des comptes à personne», souligne le Cnapest. Le syndicat estime que c'est l'occasion de corriger ces dérives.

S. A.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le système national de formation en discussion

Les professionnels se concertent. Lors de la dernière rentrée du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, une certaine frilosité a été observée concernant les inscriptions. Cette situation, selon des responsables du secteur, serait à imputer aux forts taux de réussite annoncés au baccalauréat et au BEM.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les professionnels du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels ont entamé, hier, lors d'une journée d'étude, une discussion sur le système national de la formation professionnelle.

Pour les présents, l'un des buts assignés au secteur concerne l'adaptation de la formation et l'inscription des spécialités selon les besoins exprimés par le secteur économique. «Il s'agit pour nous de nous rapprocher du secteur économique et de travailler de concert avec ses animateurs. Nous devons donc former dans des spécialités ciblées», a déclaré M^{me} Chergou, directrice de la formation continue. Cette dernière déclarera, en marge de la rencontre, que la coopération avec les acteurs du secteur économique a abouti à la concrétisation de 106 accords cadres et 6 500 accords spécifiques entre les centres de formation et le secteur économique. Ceci alors que des milliers de travailleurs ont bénéficié d'une formation continue. «L'impact de ces accords a abouti à une hausse du taux de prévalence de la formation-apprentissage. Cette hausse, qui était

de l'ordre de 30% des effectifs, a atteint les 50% alors que l'objectif est d'atteindre un taux de 75 % des effectifs formés à travers le système de formation-apprentissage», a expliqué M^{me} Chergou. Concernant la journée d'étude organisée hier, la responsable dira qu'elle vise l'information des membres du Conseil national de partenariat installé en début d'année sur le fonctionnement du système de formation. «Les membres du conseil doivent être informés sur cette question, et notamment sur les modes de la formation, les dispositifs mis en place ainsi que sur les institutions de formation», a déclaré M^{me} Chergou, notant en outre, que le but visé par l'installation du conseil est de contribuer au développement de la formation et de répondre aux besoins du secteur économique.

F-Z. B.

ILS ORGANISERONT UN SIT-IN AU NIVEAU

DU PALAIS DU GOUVERNEMENT

Les corps communs de l'éducation nationale protestent

Le Syndicat national des corps communs et des ouvriers professionnels de l'éducation nationale (SNCCOPEN) tiendra un sit-in de protestation au niveau du Palais du gouvernement. La date de cette action sera décidée la semaine prochaine par le bureau national du syndicat.

Le syndicat, qui a tenu son conseil national les 18 et 19 du mois en cours, a décidé de renouer avec la protestation pour arracher les droits socioprofessionnels des travailleurs qu'il représente.

Comme première action, il a décidé d'alerter les pouvoirs publics sur la situation des travailleurs du secteur à travers un rassemblement au niveau du Palais du gouvernement. Le bureau national du syndicat se réunira la semaine prochaine pour décider de la date de cette action qui sera organisée avant les vacances scolaires du 15

décembre prochain. Le syndicat appelle, par ailleurs, l'ensemble des travailleurs du secteur à boycotter les élections des commissions de wilaya et de la commission nationale du 7 décembre prochain.

Les corps communs, qui ont déjà observé une grève de trois jours durant le mois en cours, réclament la révision de la classification catégorielle et de la promotion interne de l'ensemble des corps, l'intégration des corps communs et des ouvriers professionnels dans le décret exécutif 08/315 en incluant l'octroi de la prime pédagogique pour les laborantins et la prime de documentation aux documentalistes, les administratifs et les informaticiens avec effet rétroactif à compter de l'année 2005.

Ils revendiquent également la généralisation du bénéfice de la prime du Grand-Sud et de la prime du logement, la généralisation de l'octroi de la prime de rendement au taux de 40% au lieu de 30% au profit des corps communs et des ouvriers professionnels.

S. A.

PLUVIOMÉTRIE

Taux record sur Alger

D'importantes chutes de pluies ont été enregistrées hier dans les wilayas de l'ouest et du centre du pays et principalement la capitale où les quantités de pluie ont dépassé les normes saisonnières. Un BMS annoncé par l'Office national de la météorologie qui avait prévu la perturbation et devait prendre fin, hier à 19 heures, a été prolongé jusqu'à cette matinée.

Après quelques semaines d'accalmie, les perturbations atmosphériques ont repris et touché les régions de l'Ouest et du Centre avec une pluviométrie localement marquée. La région d'Alger a connu ces dernières quarante-huit heures les plus importantes chutes de pluies avec un taux record de 88 mm dans les communes de Oued Koriche et de Bouzaréah, selon l'Office national de la météorologie. Ces chutes de pluies ont eu lieu hier, en début de matinée dans cette zone de l'ouest de la capitale. Les habitants de cette région, touchés par les inondations de 2001, ont craint le pire et circulé avec une grande prudence devant les trombes d'eau qui sont tombées, notamment lors des rentrées des écoles.

Les autres communes de la capitale ont aussi connu une importante pluviométrie comme cela est le cas pour Baraki où 49 mm ont été enregistrés, 44 à Bordj el Bahri, 58 mm à Réghaïa, 49 mm à Kouba et 65 millimètres à Alger-Port. Pour ce qui des régions de l'ouest du pays, les taux enregistrés sont de 26 mm à Miliana, 27 mm à Sidi Bel-Abbès et 40 mm à Mostaganem. La perturbation aura, toutefois, tendance à se décaler vers l'est du pays, laissant la place à un temps instable mais avec peu de pluies. Ces prévisions concernent les régions de l'Ouest et du Centre où la tendance ira vers l'amélioration d'ici le week-end prochain, selon les responsables de l'Office national de la météorologie. Sont annoncés, de ce fait, des éclaircies avec des passages nuageux sans pluies, principalement sur les zones côtières. Les températures sur les côtes varieront entre 18 et 20 degrés de l'Est vers l'Ouest. Les températures resteront assez basses sur les Hauts-Plateaux et les Aurès. Selon la Protection civile et pour la journée d'hier, des opérations ont été organisées dans trois wilayas de l'ouest du pays. A Mostaganem, deux véhicules ont été bloqués et dégagés par la suite dans la région de Sidi Medjdoub. A Aïn Témouchent, il a été observé le débordement de l'oued Ghassoul menaçant sept maisons dont les habitants ont été évacués. Comme dans la région de Mascara, la Protection civile a intervenu dans des opérations d'épuisement des eaux.

F-Zohra B.